

Football sans frontières, mais pas sans profits

La Coupe du monde de football a connu des débuts mouvementés, pas seulement à cause de la défaite de la sélection argentine face à l'Arabie saoudite ou de la blessure du « ballon d'or » Karim Benzema. Conditions d'attribution troubles, aberration écologique, scandales autour des droits humains... Nul doute que cette Coupe du monde 2022 figure déjà au palmarès des plus contestées de l'histoire du foot. Et la politique s'est largement invitée sur les terrains depuis une semaine, avec son lot de symboles, d'espairs, mais aussi de récupération et d'hypocrisie. À commencer par celle de Macron qui après avoir dit qu'il ne fallait pas « politiser le sport »... envisage de faire le déplacement à Doha !

À la limite du hors-jeu

La première semaine de compétition a été celle de la multiplication des postures symboliques. Sélection anglaise genou à terre « contre les inégalités et le racisme ». Joueurs iraniens muets pendant leur hymne national, tandis qu'une partie des supporters affichaient leur soutien aux mobilisations qui ont éclaté en Iran après la mort de Mahsa Amini et protestaient contre une répression féroce qui a déjà fait plus de 400 victimes. Équipe allemande main sur la bouche en signe de protestation à l'interdiction par la Fifa d'arborer un brassard « *One love* », en défense des homosexuels, au prétexte que l'affront serait trop important vis-à-vis du pays organisateur qui les criminalise. Des prises de position évidemment limitées et plus ou moins courageuses, mais qui ont fait le tour du monde. Et la ministre des Sports, Amélie Oudéa-Castéra, d'enjoindre les joueurs français qui s'étaient pliés aux exigences de la Fifa de ne pas faire de vagues, de saisir eux aussi leurs « espaces de libertés » pour afficher « les valeurs de la France ». On aimerait bien savoir lesquelles ! La défense des travailleurs népalais, bangladais ou philippins morts sur les chantiers d'Eiffage, Bouygues ou Vinci ? Sur ce point, Macron n'a fait qu'afficher son soutien à la pétromonarchie qatarie, en prétendant que « des changements concrets » seraient à l'œuvre.

Une belle hypocrisie et une belle coupe de la corruption

Car évidemment, dans ce monde capitaliste, le football, qui brasse des intérêts économiques et financiers considérables, est très politique. Cette édition va coûter 212 milliards d'euros. La première loi du jeu à laquelle le Qatar s'est plié avec beaucoup de talent, c'est le concours de magouilles pour obtenir l'organisation du mondial. Où l'on parle d'un fameux dîner entre amis fin 2010 au cours

duquel l'émir, Sarkozy, Platini et quelques remplaçants auraient joué une passe à dix incluant le soutien de la France, un contrat d'armement, la vente des droits télé du championnat et le rachat du PSG ! Une belle salade pour honorer la gastronomie française et le sens des affaires émirati. Avec le patronage de Gianni Infantino, président de la Fifa et... résident qatari en guise d'assaisonnement : pour un peu, on se croirait dans *Le Parrain* !

La loi du pognon au royaume du ballon

Cette histoire pue le fric. Pour la France, quasiment toutes les grandes entreprises ont des intérêts au Qatar, Total, Dassault et compagnie... alors l'écologie et les droits de l'homme, voyez-vous, on oublie !

Le Qatar est au banc des accusés, et ses avocats, comme Zinédine Zidane – « *pas toi, pas après tout ce que tu as fait* » – sont bien empêtrés pour que cesse la « polémique ». Difficile pourtant de faire passer la mort de milliers de nos frères de classe sur les chantiers pour une simple « polémique ». 64 matchs, 6 500 morts : il s'agit bien d'un crime, représentatif de la manière dont le Qatar (et derrière lui la bourgeoisie, sous toutes les latitudes) traite les travailleurs, en premier lieu les migrants et expatriés, venus construire ces stades pour faire survivre leur famille contre des payes ne dépassant pas les 300 euros.

Alors, avec le fric roi au cœur du système capitaliste, la Coupe du monde n'est pas près d'être seulement une grande liesse internationale autour d'un sport pratiqué sur tous les continents par les pauvres et les travailleurs. Il faudra un jour ou l'autre la débarrasser du système capitaliste. Mais cette fois encore c'est carton rouge à tous ceux qui tirent les ficelles !

Une situation révoltante

Le niveau 2 du plan « hôpital en tension » a été activé à l'AP-HP. 170 personnes étaient hospitalisés sur des brancards pendant deux jours et plusieurs personnes de 90 ans sont restées sur des brancards plus de 20 heures.

Une situation que l'on retrouve dans d'autres hôpitaux : à Saint-Malo, c'est un patient qui est décédé sur un brancard ! Par manque de lits et par manque de personnel.

Les responsables : les gouvernements successifs

« L'hôpital n'a non seulement pas été consolidé, mais il est plus fragile qu'avant le Covid 19 » explique le Professeur Salomon, Président de la CME de l'AP-HP. Il poursuit : *« on fait des économies sur les effectifs à tel point que les conditions de travail sont devenues insupportables »* et pour quelle raison : *« on ne calcule pas le budget en fonction de ce qu'on a besoin, ce qui serait logique, mais on le calcule en fonction d'un indice financier, donc il y a un plafond. Au fil du temps, et c'est probablement de l'ordre d'un milliard d'euros qui manquent chaque année, peut-être un peu plus, et ça s'accumule »*.

Il faut de l'argent pour les hôpitaux, pas pour les entreprises !

AP-HP : les vieux au pain sec

Le gouvernement favorise le cumul emploi-retraite des médecins libéraux. A l'AP-HP, la limite d'âge est, pour les médecins hospitaliers, de 70 ans sauf... s'ils acceptent de travailler sous le statut d'attaché bénévole avec l'accord du chef de service et un certificat d'aptitude. En fait, ces médecins suivent certains patients depuis des dizaines d'années et souhaitent voir avec eux l'évolution de leur situation médicale.

L'AP-HP est d'accord sur le principe mais c'est du bénévolat, c'est-à-dire de la main d'œuvre presque gratuite... La direction soigne ainsi son portefeuille, quelque soit l'âge !

Il est bon que la parole des Femmes se libère

Le Professeur Emile Daraï, ancien chef du centre endométriose de l'Hôpital Tenon, vient d'être mis en examen pour « violences volontaires par personne chargée d'une mission de service public ».

Plusieurs plaintes avaient été déposées contre lui, par des patientes, notamment pour « des viols » et « violences » pendant des actes médicaux. L'AP-HP avait, dans un rapport interne, parlé de sa « *maltraitance* » et ses « *manquements relevés sur les consentements, la douleur, l'information et l'absence d'empathie* ».

Ne pas confondre hôpital et entreprise

Nicolas Revel, directeur de l'AP-HP, annonce que le déficit des hôpitaux sera cette année sans doute plus important que prévu. Il prévoit qu'en 2023, ce sera un déficit encore plus fort. Les raisons, selon lui : l'activité est en berne faute de moyens humains et matériels. Les lits fermés (16 % en octobre 2022) et le manque de personnels infirmiers : 10 % de moins qu'en 2019 ! Un déficit dans le secteur hospitalier s'apparente pour eux à une catastrophe. Ils pensent que les budgets doivent être en équilibre, comme si le secteur de la santé était une entreprise, comme si la santé était une marchandise. Il a tout faux !

Comment motiver les élèves infirmiers ?

A l'AP-HP, la direction se fixe comme priorité l'amélioration des stages infirmiers. Un constat : 20 % des étudiantes infirmières abandonnent leurs études en cours de route. La direction veut améliorer accueil et accompagnement des stagiaires. Mais rien sur les indemnités de stage : seulement 36 euros en 1ère année, 46 euros en 2ème et 60 euros en 3ème. Pour être motivé, être bien payé ça aiderait !

Un scandale sanitaire !

Le Parquet de Paris a demandé « un non lieu » dans l'affaire du chlordécone aux Antilles, un insecticide massivement utilisé dans les bananeraies de Guadeloupe et de Martinique depuis 1970. Interdit en France en 1990, il a été utilisé aux Antilles jusqu'en 1993. C'est un véritable scandale sanitaire, provoquant une pollution importante et durable. Plus de 90 % de la population est contaminée et les cancers de la prostate sont parmi les plus élevées du monde.

La lutte doit continuer pour dénoncer ce scandale sanitaire et ses responsables !

Vive la grève

Les infirmières britanniques seront en grève les 15 et 20 décembre prochain. La secrétaire générale du syndicat RCN explique que les infirmières en ont : *« assez des bas salaires, assez de ne pas pouvoir donner aux patients les soins qu'ils méritent »*.

Un hôpital sur 4 a mis en place des banques alimentaires pour soutenir le personnel : le salaire réel des infirmières a chuté de 20 % depuis 2010. 47 000 postes d'infirmières ne sont pas pourvus. L'an dernier, 25 000 infirmières ou sages-femmes ont claqué la porte. Plus de 7 millions de personnes sont en attente de traitements dans les hôpitaux. Une catastrophe pour le personnel comme pour le patients.

Salaires et personnels en nombre insuffisant : là bas la grève est à l'ordre du jour. Ici à nous de la préparer...